

« TENDANCES »

# La cohésion de la Syrie face à l'offensive turco-occidentale

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 13 JUIN 2011

ENGLISH



## La Tendance générale

### **L**a cohésion de la Syrie face à l'offensive turco-occidentale

Malgré les immenses moyens de subversion financiers et médiatiques et de renseignement, mis en place par les États-Unis, leurs alliés européens, arabes et turcs, la situation en Syrie est repassée sous le contrôle du gouvernement, avec la reprise en main par l'armée de la région de Jisr al-Choughour, contrôlée quelques jours par des extrémistes armés (Voir ci-dessous) et la poursuite des réformes politiques et administratives profondes dont les résultats concrets commencent à se faire sentir.

Le plan fomenté contre la Syrie était pourtant élaboré avec beaucoup de minutie. Un document britannique confidentiel, dévoilé par un Centre de recherches, révèle que le président de la commission des Affaires étrangères au Sénat US, John McCain, aurait demandé à ses conseillers de rencontrer des opposants syriens dans plusieurs capitales, notamment à Londres, Paris et

Istanbul, ainsi qu'aux États-Unis, pour les encourager à s'organiser et à élaborer un plan qui va crescendo pour déstabiliser et décrédibiliser le régime et le pousser à la faute.

Le point fort de ce plan consistait à s'emparer d'une région puis à constituer un petit fief sur le territoire syrien pour en faire le bastion des insurgés et une tête de pont pour l'intervention de l'Occident. Il prévoit aussi de trouver une figure, jeune de préférence, pour dénoncer les horreurs du régime, Les opposants feraient de cette région « *libérée* » leur capitale, un peu comme l'est Benghazi pour les rebelles libyens.

Ce plan a d'abord été mis en œuvre à Deraa, une ville choisie en raison de sa proximité avec la Jordanie. Il y a eu ensuite l'affaire montée en épingle du jeune Hamza Khatib, un adolescent qui avait participé à une manifestation et qui a été retrouvé mort. Les médias dirigés se sont saisis de l'affaire, assurant que le garçon avait été torturé, alors que le médecin légiste et le père de la victime le démentaient fermement.

Devant l'échec du plan à Deraa, le choix s'est porté sur une autre zone, frontalière du Liban celle-fois. À Tall Kalakh, des groupes armés ont pris le contrôle de la ville et poussé les habitants à l'exode vers le Liban, pour créer un « *drame humanitaire* » justifiant une intervention occidentale. C'est sous ce prétexte humanitaire que l'Otan et l'Occident étaient intervenus dans le Nord de l'Irak, au début des années 90, et en ex-Yougoslavie, à la fin de la même décennie. Nouvel échec, en raison de la riposte vigoureuse mais ciblée de l'armée syrienne, qui fait preuve d'une cohésion remarquable face aux menaces de démembrement de la Syrie et de guerre civile programmée.

Après l'échec de cette nouvelle tentative, les États-Unis et leurs alliés ont utilisé les grands moyens, faisant entrer en scène la Turquie. Celle-ci a d'abord accueilli sur son sol, à Antalya, non loin de la frontière avec la Syrie, une réunion d'opposants syriens hétéroclites. Juste après la fin de cette réunion, une escalade sans précédent a eu lieu sur le terrain, couronnée par la prise de Jisr al-Choughour, non loin de la frontière turque. Mais dans cet épisode, les groupes extrémistes ont montré leur vrai visage, massacrant 120 membres des forces de sécurité syriennes, dont certains ont été décapités.

Les autorités turques ont immédiatement monté un camp pour accueillir les réfugiés, facilitant l'arrivée de journalistes du monde entier pour diffuser les images du « *drame humanitaire* ». Dans le même temps, la France et la Grande-Bretagne se débattaient au Conseil de sécurité pour faire voter une résolution condamnant le régime syrien. Faut-il des preuves supplémentaires pour montrer à quel point les parties de ce plan sont synchronisées entre des acteurs régionaux et internationaux pour atteindre l'objectif fixé qui est d'affaiblir la Syrie, voire de la démembrer, si possible ?

Les responsables turcs affirment, pour justifier leurs ingérences, que les problèmes de la Syrie concernent la Turquie, les tissus sociaux des deux pays étant extrêmement étroits, notamment par le biais des communautés kurdes et alaouites. Mais leurs arguments humanitaires ne masquent pas leurs visées sur le territoire syrien.

Face à ce troisième épisode, le régime syrien a réagi avec un mélange de fermeté et d'ouverture, accélérant le processus de réformes et décidant de reprendre le contrôle de Jisr al-Choughour. Il a aussi envoyé des messages indirects à Ankara, affirmant qu'il ne tolérerait aucune atteinte à la souveraineté nationale.

Le bras de fer se poursuit donc, mais le régime reste soudé, gardant l'appui des institutions, notamment l'armée, le parti Baas et la classe commerçante et la grande masse des citoyens.

Les stratèges de Langley ont manqué d'imagination. Ils pensaient qu'ils pourraient reproduire facilement le modèle libyen en Syrie. Mais c'était mal connaître l'attachement des Syriens à l'unité et la souveraineté de leur pays et ignorer à quel point le sentiment national est ancré dans leur mémoire collective. Sinon, comment expliquer le fait que trois mois après le début des troubles, et en dépit des moyens énormes déployés, pas un seul officier, diplomate, homme politique ou responsable du Baas, n'ait fait défection. Face à cette cohésion, les médias dirigés ont été contraints d'inventer des histoires de dissidences, comme celle de l'ambassadrice de Syrie à Paris, Lamia Chakkour, ou du pseudo-lieutenant Abdel Razzak Tlass. De tristes histoires à dormir debout qui ne font l'honneur ni à France 24 ni à Al-Jazeera.

La Syrie est un pays qui joue un rôle-clé dans des dossiers cruciaux de la région, en Irak, en Palestine, au Liban, en Jordanie et même

en Turquie. Il ne sera pas facile de la faire tomber, même pour les plus brillants stratèges israélo-US.

## Evénements

### Syrie

- L'armée syrienne a entièrement repris le contrôle de la ville de Jisr al-Choughour après en avoir expulsé les groupes extrémistes armés. Selon la télévision d'État, de violents heurts ont éclaté entre des unités de l'armée et les membres des bandes terroristes, durant lesquels un soldat a été tué et quatre autres blessés. Deux insurgés armés ont été tués et des dizaines d'autres arrêtés. Certains se sont enfuis vers la frontière turque.

L'armée a également désamorcé des explosifs et des charges de dynamite posés par ces groupes armés sur les ponts et dans les rues.

Parallèlement, les troupes régulières ont découvert dans une fosse commune les dépouilles de membres de forces de l'ordre du quartier général de la Sécurité, massacrés la semaine dernière. « *Les groupes armés avaient mutilé les cadavres, dont certains étaient décapités* ».

- La télévision syrienne a diffusé les aveux du rebelle Anwar Nafeh al-Douche, l'un des membres des groupes armés qui a raconté les étapes du massacre perpétré contre les forces de police.

Le 6 juin, les autorités avaient affirmé que 120 policiers avaient été tués à Jisr al-Choughour par des groupes armés, dont 82 dans l'attaque du QG de la sécurité.

### Arabie saoudite

- Des militantes saoudiennes ont appelé les femmes à défiler aux volants de leurs voitures le 17 juin afin de braver la loi interdisant les femmes de conduire dans le royaume wahhabite.

Ces appels interviennent après une polémique provoquée par l'arrestation de Manal al-Charif, une jeune saoudienne de 32 ans, pour avoir osé conduire. Relâchée quelques heures plus tard, elle a de nouveau été interpellée par la police à son domicile.

De même, les autorités saoudiennes ont détenu six autres femmes

à Riyad sous le même chef d'accusation. Elles ont été libérées sous caution et ont signé un engagement de ne pas répéter cet acte. Cet appel à la mobilisation des femmes saoudiennes n'est pas une première en Arabie saoudite. En 1990, une quarantaine de femmes avaient défilé en voiture dans la capitale Riyad avant d'être arrêtées. En Arabie, les femmes n'ont pas le droit de vote, ne peuvent voyager sans l'autorisation d'un tuteur, et n'ont pas les droits d'héritage en cas de divorce.

## Discours et déclarations

**Sayyed Hassan Nasrallah**, secrétaire général du Hezbollah

Extraits d'un discours prononcé le 06 juin 2011

*« L'administration états-unienne cherche à récupérer et confisquer les révolutions arabes et elle appuie inconditionnellement Israël. Elle n'a pas eu ainsi un seul mot pour les martyrs tués par les forces israéliennes, mais elle a trouvé moyen de condamner la Syrie pour avoir laissé les Palestiniens tenter de marcher pacifiquement vers leur terre (...). Au début des années 90, de nombreuses parties nous pressaient d'abandonner la résistance sous prétexte qu'il n'était plus nécessaire de verser notre sang puisque le compromis est sur le point d'être conclu. Seul l'imam Ali Khamenei nous avait au contraire conseillé de poursuivre la résistance, car, selon lui, il n'y aura pas d'accord entre Israël et la Syrie. Quelque temps plus tard, un extrémiste assassinait Yitzhak Rabin et Shimon Peres l'a remplacé. Le sommet de Charm el-Cheikh a tenté d'encercler les résistants, notamment le Hamas, le Jihad islamique et le Hezbollah. De violentes menaces ont été proférées contre nous et ce fut l'attaque dite des « raisins de la colère » en avril 1996. Peres a sauté et c'est Netanyahu qui l'a remplacé, ramenant les négociations à la case départ. En 1999, il y a eu des élections en Israël et Ehud Barak a promis de retirer ses troupes du Liban en juillet 2000. Le climat général en Syrie et au Liban tendait à dire qu'il ne comptait pas exécuter cette promesse, le moment venu. Barak a tenté d'obtenir du Liban des garanties, des arrangements de sécurité ou un accord même minimal. Mais il n'a rien obtenu. Nous pensions qu'à cause du refus officiel libanais Barak*

*renoncerait à retirer ses troupes à la date prévue. Mais au cours d'un entretien avec l'imam Khamenei, il nous a dit que la victoire était bien plus proche que nous le pensions et il nous a demandé de nous préparer à cette éventualité et de commencer à rédiger nos discours. Même scénario au cours de la guerre de 2006, dont l'objectif était de mettre la résistance à genoux. Tout le monde pensait que combattre une telle puissance était de la pure folie. Mais un ami m'a transmis un message oral de l'imam Khamenei. J'étais dans la banlieue sud et les immeubles s'effondraient autour de nous. Dans ce message oral, l'imam nous conseillait de poursuivre la lutte, assurant que nous en sortirions victorieux et qu'à ce moment-là, aucune force ne pourrait se dresser en face de nous. Après les attaques du 11-Septembre et les invasions états-uniennes de l'Afghanistan et de l'Irak, les milieux politiques croyaient que le monde était entré dans une phase américaine. Même en Iran, certaines parties disaient qu'il fallait chercher un compromis avec les États-Unis. Mais contrairement à tous, l'imam Khamenei m'a affirmé, au cours d'une audience à Téhéran, que les États-Unis ont atteint l'apogée de leur puissance et qu'ils sont désormais dans une courbe descendante. Lorsque les États-uniens estiment qu'ils doivent venir eux-mêmes, c'est le début de la fin de leur projet, car c'est un signe de faiblesse. Il nous a conseillé d'agir en tenant compte de cette hypothèse. »*

**Michel Aoun**, leader chrétien libanais

*« Le bras des services des renseignements états-unien sera tordu au Liban comme nous l'avons fait avec Israël. Une guerre civile ou confessionnelle n'aura pas lieu au Liban et notre avenir est serein. »*

**Emile Lahoud**, ancien président de la République libanaise

*« Quel pays, si influent soit-il, se permet de porter un jugement sur les dirigeants de tel ou tel pays en termes de légitimité ? L'obtention de la bénédiction états-unienne pour que Nicolas Sarkozy puisse briguer un second mandat présidentiel mérite-t-elle de tels propos à l'encontre du président syrien Bachar el-Assad de la part du ministre français des Affaires étrangères Alain Juppé, qui sont empruntés à l'époque du mandat ? »*

**Mohammad Fneich**, ministre de la Réforme administrative, Hezbollah

*« Nous souhaitons que les derniers obstacles mineurs soient aplanis et que les pressions exercées pour entraver la formation du gouvernement soient dépassées. Le processus de la formation doit être accéléré pour faire face aux problèmes qui menacent la patrie, dans un contexte régional où les peuples aspirent à se libérer de l'hégémonie états-unienne, à libérer les territoires de l'occupation israélienne et à restituer les droits. La Syrie est visée non pour servir les intérêts du son peuple, mais pour neutraliser son rôle dans le soutien à la Résistance et dans la confrontation avec le projet sioniste et les politiques états-uniennes. »*

**Wiam Wahhab**, ancien ministre druze libanais, proche de la Syrie

*« Le gouvernement est encore loin d'être formé. J'espère que le gouvernement sera formé prochainement. Cependant, ceci ne se réalisera pas. Seul un cabinet d'union nationale est la solution au problème. Le gouvernement ne verra le jour que par la réactivation de la médiation syro-saoudienne (...). La chute de la Syrie signifie la chute de la Nation. Il existe un agenda international qui vise à démembrer la Syrie. »*

**Hadi Hobeiche**, député du bloc de Saad Hariri

*« Najib Mikati n'est pas pressé de former un gouvernement monochrome, qui soit contrôlé par la Syrie et l'Iran. Il ne procédera à la formation du gouvernement que si ses conditions y sont assurées, car la conjoncture actuelle lui permet d'imposer ses conditions. Les obstacles qui entravent la formation du gouvernement sont de nature interne et externe. La situation en Syrie a fragilisé la situation des forces du 8-Mars face au Premier ministre désigné, qui dispose désormais de son propre agenda. Si la Déclaration ministérielle soutient les armes de la Résistance, nous nous y opposerons ainsi qu'aux décisions politiques non satisfaisantes. »*

## Presse

**As Safir** (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 10 juin

2011)

Sateh Nouredine

Les délibérations au Conseil de sécurité sur la crise syrienne sont absurdes. Elles ne servent aucun objectif politique, mais plongent le régime syrien et ses opposants dans une polémique stérile autour de l'ingérence étrangère. Personne ne s'attend à ce que le Conseil de sécurité adopte à l'unanimité une résolution sérieuse susceptible de mettre fin à la crise ou détermine les moyens d'en sortir. Au contraire, une telle résolution risque d'approfondir cette crise. Considérer que l'initiative du Conseil vise à adresser un message au régime syrien est également inutile. La Syrie a dès le départ décidé qu'elle n'est plus intéressée par ce genre de courriers internationaux, à moins, bien entendu, qu'ils ne servent sa théorie du complot. Étant donné que les membres du Conseil ne s'accorderont sur rien d'autre que la condamnation —qui a déjà été dépassée par les sanctions européennes et états-uniennes—, la résolution envisagée pourrait nuire à la crédibilité du Conseil et même limiter le rôle des pays qui peuvent aider à résoudre la crise syrienne. Certains de ces pays croient qu'il y a encore une chance pour réunir le régime et ses opposants autour d'une table de négociations sans parrainage international. Cependant, le plus dangereux serait que certains au sein de l'opposition syrienne s'imaginent que la communauté internationale est prête à intervenir, politiquement puis militairement en Syrie, pour rééditer le scénario libyen, voire irakien. Cela affecterait la crédibilité de l'opposition aux yeux du peuple syrien ; une crédibilité dont elle a urgemment besoin pour affirmer que la crise syrienne est interne et ne concerne aucune partie extérieure, surtout pas les Occidentaux aux intentions douteuses.

**L'Orient-Le Jour** (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars, édition datée du 10 juin 2011)

Paris, Scarlett Haddad

On a beau ne pas trop y croire, ayant été tant de fois déçus, mais un ballet de contacts inhabituel a réellement lieu pour accélérer la formation du gouvernement. En réalité, depuis l'annonce du général Michel Aoun de faciliter autant que possible le processus, de manière à résoudre les obstacles internes, les événements se



sont précipités. Que s'est-il donc passé pour faire souffler un tel vent d'optimisme ? Des sources proches des négociateurs précisent que les cartes étaient dévoilées et les différentes parties coincées, au point de vouloir en finir. Mais comme au Liban, le vent peut tourner d'une heure à l'autre, les proches de Nabih Berry laissent entendre que si le gouvernement n'est pas formé dans les prochaines 48h, il ne verra pas le jour avant longtemps. Il faudrait donc saisir ce momentum interne favorable... sauf si les obstacles viennent réellement de l'extérieur.

**An Nahar** (Quotidien libanais proche du 14-Mars, édition datée du 10 juin 2011)

Rosanna Bou Mounsef

Il est difficile de dire quel est le message le plus important que l'entretien entre le président syrien Bachar el-Assad et le député Walid Joumblatt véhicule : apporter la preuve de la force du président syrien, demeurée intacte en dépit des événements qui secouent son pays, ou donner le feu vert à la formation d'un gouvernement libanais ami de Damas. La question se pose avec autant d'acuité que les milieux politiques au Liban sont toujours convaincus, pour la plupart, que c'est la Syrie qui entrave, ou n'encourage pas, la formation d'un gouvernement. Par ailleurs, des sources politiques reviennent sur l'échec de la séance parlementaire convoquée par le président de la Chambre, Nabih Berry, le quorum n'ayant pas pu être atteint à cause de l'absence du Premier ministre désigné Najib Mikati et du député Walid Joumblatt : c'est un important message politique adressé à la communauté internationale qui recherche un équilibre comme celui réalisé par Mikati et Joumblatt au sein de la nouvelle majorité. La question est donc désormais la suivante : était-ce une façon de dire, pour rassurer, que tout comme il a été possible de maîtriser la situation au Parlement pour ne pas saper l'entente, il en sera de même au sein du futur gouvernement ?

**Al Akhbar** (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 10 juin 2011)

Mohammad Zébib

Lors de la réunion de la sous-commission parlementaire des Finances, le directeur général du ministère des Finances, Alain

Bifani, attaqué par le député Jamal Jarrah, a révélé les innombrables scandales du ministère des Finances : anarchie, corruption, pratiques illégales. La ministre des Finances, Raya el-Hassan, a proposé à la sous-commission d'entendre tous les anciens ministres des Finances depuis 2000, ce qui a suscité la colère de Fouad Siniora, ancien Premier ministre et ex-ancien ministre des Finances. Le président de la commission, Ibrahim Kanaan, se prépare à convoquer ces anciens ministres pour être entendus. Hassan a publié un communiqué affirmant que ses propos ont été détournés et sortis de leur contexte. Ali Hassan Khalil, conseiller politique du président du Parlement Nabih Berry, et Ibrahim Kanaan, sont favorables à la publication du procès-verbal de la réunion, censé en principe rester secret.

**Al Akhbar** (09 juin 2011)

Jean Aziz

Il existe une différence géographique très significative entre les bouleversements en Syrie et ce qui s'est passé dans les autres pays arabes, théâtre de révoltes populaires. En effet, alors que l'étincelle de la révolution a été jetée dans la capitale aussi bien en Tunisie qu'en Égypte, la Syrie n'a pas connu le même phénomène : ce n'est pas à Damas que tout a commencé mais bien dans des villes frontalières. C'est comme s'il s'agissait de tentatives extérieures d'établir des têtes de pont en Syrie pour des groupes injectés de l'extérieur ou, du moins, approvisionnés en équipements et en munitions nécessaires à leur action.

**Al Moustaqbal** (Quotidien libanais appartenant à la famille Hariri, 09 juin 2011)

Rouba Kabbara

La Syrie a informé les parties concernées, il y a environ une semaine, de son souhait que soit formé au plus tôt un gouvernement libanais rassurant pour la Syrie. L'aggravation de la situation interne en Syrie et les défis extérieurs auxquels elle est confrontée (résolution du Conseil de sécurité, augmentation des pressions internationales et durcissement possible des sanctions) nécessitent la présence au Liban d'un gouvernement qui ne se range pas contre la Syrie.

**Al Balad** (Quotidien libanais indépendant, 09 juin 2011)

Ali El-Amine

Les rumeurs sur une participation active du Hezbollah à la répression des manifestants en Syrie, où cinq de ses membres auraient été tués et enterrés à Baalbeck, sont dénuées de fondement. Elles visent à conférer un caractère confessionnel à la crise syrienne. Une source des Frères musulmans affirme que si la position du Hezbollah sur les événements en Syrie est confuse, les médias du parti n'hésitent pas à relayer la théorie du complot propagée par le régime. Ces sources invitent le parti à ne pas perdre le soutien du peuple syrien. Le Hezbollah entretient de bonnes relations avec les Frères musulmans, surtout la branche égyptienne. La source dit comprendre la situation dans laquelle se trouve le Hezbollah actuellement, et ne lui demande pas de prendre des positions radicales pour soutenir la révolte du peuple syrien. Elle considère toutefois que le parti ne doit pas tomber dans le piège de la défiguration de cette révolte, mais qu'il peut au contraire jouer un rôle positif qu'il s'abstient jusqu'à présent de jouer.

**Ach Charq al-Awsat** (Quotidien saoudien, 09 juin 2011)

Même si le ministre français des Affaires étrangères a déclaré que le président Bachar el-Assad a perdu sa légitimité, la France n'est, semble-t-il, pas encore prête à franchir un second pas dans les pressions sur le président syrien en l'appelant à quitter le pouvoir (...) Paris œuvre à de nouvelles sanctions européennes contre les entreprises syriennes qui appuient le régime et exhorte le président Assad à « écouter les messages qui lui sont adressés avant qu'il ne soit trop tard ». Si l'approche vis-à-vis de la Syrie est différente de celle adoptée à l'égard de la Libye, de l'Égypte ou de la Tunisie, c'est parce que les circonstances ne sont pas les mêmes et chaque situation doit être envisagée à part. Des sources présidentielles nient par ailleurs toute divergence entre le Quai d'Orsay et l'Élysée sur la Syrie, après que certains observateurs eurent estimé que les déclarations de Juppé semblaient plus radicales que celles de Sarkozy ou de ses plus proches conseillers.

**Composition du nouveau gouvernement libanais**

Le président de la République Michel Sleiman a nommé par décret un nouveau gouvernement, le 13 juin 2011. Trois heures après cette annonce, le numéro 3 du gouvernement, le ministre d'Etat Talal Arslan a donné sa démission. Dans un conférence de presse donnée au palais de Khalde, le prince Talal a déclaré qu'il refusait de participer à un gouvernement conduit par un Premier ministre maniant l'équivoque.

L'émir Talal Arslan préside le Parti démocratique. Il est le descendant direct de la dynastie qui fonda la principauté du Mont Liban et le leader de la communauté druze.

Mohammad Najib Miqati	Premier ministre
Samir Mokbel	vice-Premier ministre
Nicolas Fattouch	ministre d'Etat aux affaires de la chambre des députés
Ghazi Aridi	ministre des travaux publics et du transport
Ali Qansoh	ministre d'Etat
Ali Khalil	ministre de la santé publique
Mohammad al-Safadi	ministre des finances
Mohammad Fneich	ministre d'Etat aux affaires du développement administratif
Waël Abou Fa'our	ministre des affaires sociales
Jobran Basil	ministre de l'énergie et des eaux
Hussein al-Haj Hassan	ministre de l'agriculture
Alaa'ddine Tro	ministre des affaires des réfugiés
Ahmad Karamé	ministre d'Etat
Nazem Khouri	ministre de l'environnement
Fayez Ghossen	ministre de la défense nationale
Adnan Mansour	ministre des affaires étrangères et des émigrés
Nicolas Nahhas	ministre de l'économie et du commerce
Marwan Sharbel	ministre de l'intérieure et des municipalités
Freij Sabonian	ministre de l'industrie
Walid al-Dahouk	ministre de l'information
Banos Manijian	ministre d'Etat
Hassan Diab	ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur
Ghabi Lion	ministre de la culture
Nicolas al-Sahnawi	ministre des télécommunications
Fayçal Karamé	ministre des jeunes et du sport

Source  
New Orient News (Liban)

---

Source : « La cohésion de la Syrie face à l'offensive turco-occidentale », New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 13 juin 2011, [www.voltairenet.org/a170431](http://www.voltairenet.org/a170431)